

La croissance et le développement

depuis le XIX^e siècle

PROGRAMME	SUJETS
1. La croissance économique	<ul style="list-style-type: none">● Les Trente Glorieuses : une parenthèse dans l'histoire économique ? (Oral ESCP)● La croissance a-t-elle une fin ? (Oral ESCP)● Croissance économique et productivité. (Oral HEC)● La stagnation séculaire. (Oral ESCP) • Doit-on craindre l'état stationnaire ? (Oral ESCP)● Répartition des revenus et croissance économique. (Oral ESCP)● Pourquoi la croissance ? La croissance pour quoi ? (ESSEC 1999)● Le progrès technique peut-il être orienté et conduit par la puissance publique ? (ECRICOME 2012)● Harrod-Domar versus Solow : les conditions d'une croissance équilibrée ? (Oral ESCP) • Actualité du modèle de Solow. (Oral ESCP)
2. Inégalités et stratégies de développement	<ul style="list-style-type: none">● En vous plaçant dans une perspective historique (depuis le XIX^e siècle), vous répondrez à la question suivante : Peut-on affirmer comme P.M. Romer en 1986 que « les taux de croissance semblent être croissants non seulement en fonction du temps mais aussi en fonction du degré de développement » ? (HEC 2018)● Comment expliquer l'inégal rattrapage des PED au cours des trente dernières années ? (Oral ESCP)● Efficacité et limites des politiques d'aide au développement. (Oral ESCP)● Avantages et inconvénients d'une croissance « extravertie » pour les PED. (Oral ESCP)● Quel rôle les institutions doivent-elles jouer dans le développement ? (ECRICOME 2008) • Institutions et développement depuis le début du XIX^e siècle. (HEC 2015)● Démocratie et croissance économique. (Oral ESCP)
3. La soutenabilité de la croissance et du développement	<ul style="list-style-type: none">● Les ressources naturelles : obstacle ou moteur pour la croissance économique ? (HEC 2008) • Dans quelle mesure la contrainte environnementale peut-elle modifier les conditions de la croissance ? (ESCP 2019)

Question n° 1**■ Croissance économique ou stagnation ?**

Des économies pré-industrielles stagnantes et chaotiques

- Des économies sans trend de croissance

- Une influence durable sur la pensée économique

- Des économies chaotiques

Une croissance pérennisée car intensive

- Un take off en débat

- Une croissance intensive

- Un dépassement des limites à la croissance

Un retour de la « stagnation séculaire » ?

- Des blocages concernant la demande et l'offre

- Des blocages structurels

- Un pessimisme à relativiser

Question n° 2**■ Les institutions : libérales ou illibérales ?**

Un déterminisme institutionnel d'inspiration libérale

- Une nécessaire clarification des droits de propriété

- Une victoire du marché sur le plan

- Une influence internationale

Des limites au déterminisme institutionnel

- Des limites au caractère universel du libéralisme

- Une démocratisation en débat

- Un multiculturalisme culturel spécifique

Question n° 3**■ Ressources naturelles ou contrainte environnementale ?**

Une rareté relative de certaines ressources naturelles qui peut inciter à adopter de nouvelles modalités de croissance

- Un dépassement des limites propres au capital foncier

- Un dépassement des limites propres aux ressources non renouvelables

- Un retour inévitable de la contrainte quantitative à terme ?

Une dégradation qualitative qui peut inciter les États à adopter diverses modalités de régulation

- Des menaces pour la croissance à long terme

- Une réponse différenciée des États

- Des résistances face aux contraintes institutionnelles

Croissance économique ou stagnation ?

La croissance économique désigne ici un phénomène de longue période. Ainsi, François **Perroux** la définit comme « *l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels* ». Encore faut-il définir un contenu pour cet indicateur. Le PIB reste à cet égard, malgré ses limites, l'étalon privilégié de la production à l'échelle macroéconomique.

Croissance du PIB (en % annuel moyen)

Années	États-Unis	France	Allemagne	Royaume-Uni	Japon
1820-1870	4,2	1,3	2	2	0,3
1870-1913	3,9	1,6	2,8	1,9	2,3
1913-1950	2,8	1,1	1,1	1,2	2,2
1950-1973	3,9	5	6	3	9,2
1973-1992	2,4	2,3	2,3	1,6	3,8

Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, 1995

Ces statistiques sont établies en volume, une fois l'**inflation** déduite, ce qui suppose que la mesure de ce phénomène soit fiable. Or, le **rapport Boskin**, publié en 1996 à la demande du Sénat américain, révélait que la hausse des prix était surévaluée de 1,1 % par an en moyenne. Si l'on fait abstraction de ce problème méthodologique, le tableau ci-dessus confirme que les **Trente Glorieuses** (Jean **Fourastié**, 1979) constituent en France, comme en Allemagne ou au Japon d'ailleurs, une parenthèse exceptionnelle à l'échelle de l'histoire économique. Par contre, le « *golden age* » que les Anglo-Saxons évoquent rétrospectivement apparaît comme une période moins singulière de part et d'autre de l'Atlantique, car déjà connue dans un passé plus ou moins lointain.

Des économies pré-industrielles stagnantes et chaotiques

■ Des économies sans trend de croissance

En premier lieu, la tendance à la stagnation est due à la faiblesse du progrès technique, et par conséquent, à celle des gains de productivité.

D'autre part, l'autoconsommation et l'autoproduction prédominent, et le caractère limité des échanges n'incite pas à la mise en place d'une **division du travail**. La dynamique mise en évidence par Adam **Smith** dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) n'est pas encore enclenchée. De plus, les marchés n'ont le plus souvent qu'une dimension très locale, ce qui limite l'incertitude des transactions dans un contexte communautaire, et par là même, la nécessité de développer un dispositif juridique, conformément à l'analyse de Douglass **North**. Enfin, les valeurs et croyances sont le plus souvent attachées à la tradition, laquelle privilégie la répétition cyclique au changement. Ainsi, Walt W. **Rostow** (*Les étapes de la croissance économique*, 1960) écrit à propos des sociétés traditionnelles : « *Du point de vue historique, nous groupons donc sous le terme de **société traditionnelle** tout le monde pré-newtonien : les dynasties chinoises, la civilisation du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen, le monde de l'Europe médiévale. Et nous y ajoutons les sociétés post-newtoniennes qui, pendant un certain temps demeurèrent étrangères ou indifférentes à la capacité nouvelle qu'avait l'homme d'utiliser systématiquement son milieu physique pour améliorer sa condition économique.* »

Dès lors, avant que le « décollage » des économies n'intervienne, l'élévation du niveau de vie ne peut être observée sans une baisse préalable de la population. Selon Daniel **Cohen**, « *c'est véritablement le règne de la **prospérité du vice*** » (*La prospérité du vice – Une introduction (inquiète) à l'économie*, 2009). La régulation s'effectue alors par les **trois Parques surmortelles**, selon l'expression d'Alfred **Sauvy** : les guerres, les épidémies, liées à une mauvaise hygiène – « *la Cour de Versailles était connue pour son odeur pestilentielle* » (*ibid.*) – et la famine. La **trappe malthusienne** semble alors se vérifier, ce qui vaut à la science économique de l'époque d'être qualifiée de « science sinistre » (*disual science*). Selon Gregory **Clark** (*Farewell to arms. A brief economic history of the world*, 2007), le paysan anglais de la fin du XVIII^e siècle produit moins de calories que dans la plupart des sociétés dites « primitives » : vers 1780, le salaire journalier anglais, exprimé en livres de blé, représente la moitié de ce qu'il était à Athènes... La loi des rendements décroissants oblige à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles. On retrouve ici l'explication de la **rente foncière différentielle** chez **Ricardo** sur les terres les plus fertiles, et l'accaparement de l'essentiel de la richesse chez quelques aristocrates.

■ Une influence durable sur la pensée économique

Jean-Baptiste Say affiche un rare optimisme parmi les « classiques » quand il formule ainsi cette « loi » :

« Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en achetant un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits. [...] L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange, et les échanges terminés, il se trouve toujours qu'on a payé des produits avec des produits. »

[*Traité d'économie politique*, 1803]

D'une part, toute offre génère automatiquement des revenus, puisqu'il n'y a pas de phase pendant laquelle il y aurait accumulation de stocks ; d'autre part, ces revenus sont systématiquement réintroduits dans l'échange, n'étant pas conservés par devers soi. Dans une lettre adressée à Thomas Malthus, Say précise le rôle qu'il assigne à la monnaie :

« Tous les producteurs demandent de la monnaie en échange de leurs produits, seulement dans le but d'employer à nouveau cette monnaie immédiatement dans l'achat d'autres produits ; car nous ne consommons pas de la monnaie et nous ne la recherchons pas, d'ordinaire, pour la dissimuler ; ainsi, quand un producteur désire échanger son produit contre de la monnaie, il peut être considéré comme demandant déjà la marchandise qu'il se propose d'acheter en échange de la monnaie. C'est pour cela que les producteurs, bien qu'ils donnent l'impression de demander de la monnaie pour leurs biens, demandent en réalité des marchandises, pour leurs marchandises. »

Marx dénonce cette vision qui passe sous silence selon lui la véritable nature du capitalisme :

« Il ne faut jamais oublier que dans la production capitaliste il ne s'agit pas de valeur d'usage, mais de valeur d'échange et spécialement de l'augmentation de la plus-value. C'est là le moteur de la production capitaliste et c'est vouloir embellir les faits que de faire abstraction de sa base même dans le seul but d'évacuer les contradictions de la production capitaliste et d'en faire une production qui est orientée vers la consommation immédiate des producteurs. »

[*Théorie sur la plus-value*, 1861]

Par conséquent, le capitalisme induit la nécessité même d'une inégalité entre offre et demande :

« Le capitaliste jette moins de valeur, sous la forme monétaire, dans la circulation, que ce qu'il espère en retirer [...]. Puisqu'il se comporte [...] comme un capitaliste industriel, son offre de valeur-marchandise est toujours plus grande que sa demande pour celle-ci. Si son offre et sa demande se compensaient, cela signifierait que son capital n'a produit aucune plus-value [...]. Son but n'est pas d'égaliser son offre et sa demande, mais de rendre l'inégalité entre les deux [...] aussi grande que possible. »

[*Le capital*, 1867]

Marx formalise sa propre analyse par le développement de deux « circuits », le **circuit des marchandises** et le **circuit du capital**. Dans le premier, les individus viennent simplement sur le marché avec des biens qu'ils échangent contre de la monnaie afin d'acheter d'autres biens : c'est le schéma marchandise – argent – marchandise (M – A – M), qui obéit à la **loi de Say**. En revanche, dans le second circuit, les individus arrivent sur le marché avec de la monnaie, et surtout l'intention d'en accroître la quantité possédée. Pour ce faire, ils achètent des marchandises, des matières premières mais aussi du travail, qu'ils utilisent afin de produire des biens qu'ils espèrent vendre avec profit : c'est alors un tout autre schéma, exprimé par Marx sous la forme argent – marchandise – plus d'argent (A – M – A').

Dans *L'imposture économique* (2015), l'économiste australien Steve **Keen** cite l'extrait d'un « brouillon » de la *Théorie générale* de **Keynes**, validant le raisonnement de Marx :

« La nature de la production dans le monde réel n'est pas M – A – M, c'est-à-dire l'échange d'une marchandise [...] contre de la monnaie afin d'obtenir une autre marchandise [...]. Ceci peut être le point de vue du consommateur privé. Mais ce n'est pas la pratique de l'entreprise, qui ressemble plutôt à A – M – A', c'est-à-dire qui vise à dépenser de la monnaie pour acheter des marchandises [...] afin d'obtenir plus de monnaie. »

[Cité par Dillard Dudley, « Keynes and Marx: a centennial appraisal », *Journal of Post keynesian economics*, 1984]

Et Keen d'exprimer ensuite ses regrets :

« Malheureusement, Keynes substituera plus tard son raisonnement alambiqué à celui de Marx, et ce, je pense, pour deux raisons. Premièrement, son argumentation s'efforçait de faire rentrer la logique de Marx dans le cadre marshallien dans lequel Keynes avait été formé; deuxièmement, il estima sans doute, au moment où la puissance de Staline allait croissant et où le communisme voyait s'étendre son pouvoir de séduction, qu'il était politiquement plus judicieux de ne pas vanter les mérites du « père du communisme » dans sa critique de l'économie conventionnelle. »

[*Ibid.*]

Dans une perspective marxiste, la « loi tendancielle à la baisse du taux de profit » manifeste les contradictions propres au système capitaliste. Le taux de profit se définit par le ratio :

$$pl / c + v = pl/v / c/v + 1$$

avec pl = **plus-value**, c = **capital constant**, v = **capital variable**, pl/v = **taux d'exploitation**, et c/v = **composition organique du capital**.

Le rapport c/v augmente à mesure du processus d'accumulation du capital. Par conséquent, $pl / c + v$ ne peut que diminuer, à moins que pl/v n'augmente suffisamment, ce qui n'est pas possible au-delà d'un certain seuil. La baisse du taux de profit est donc inéluctable, et le capitalisme doit nécessairement « dépérir ».

■ Des économies chaotiques

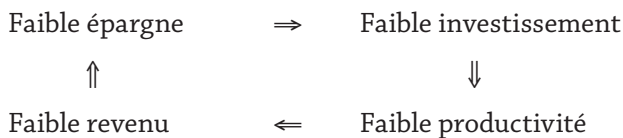
Des études récentes remettent en cause l'hypothèse d'une absence totale de croissance avant la Révolution industrielle, présente dans les travaux d'Angus Maddison notamment. En observant les données relatives au PIB par tête de six pays européens au cours des sept derniers siècles, Roger **Fouquet** et Stephen **Broadberry** (« *Seven centuries of European economic growth and decline* », *Journal of economic perspectives*, 2015) constatent en effet une croissance du niveau de vie avant le dix-neuvième siècle sur de longues périodes, même si ces dernières sont suivies de phases aussi longues de déclin économique.

Stephen Broadberry et John Joseph **Wallis** (« *Growing, shrinking, and long run economic performance: Historical perspectives on economic development* », NBER, *Working Paper*, 2017) aboutissent à la même conclusion après être remontés jusqu'au XIII^e siècle dans le cas spécifique de la Grande-Bretagne. Ils observent que les taux de décroissance en période de contraction de l'activité sont élevés lorsque les taux de croissance l'ont été également précédemment en phase d'expansion. De plus, ils montrent que l'amélioration durable des performances économiques se produit, en dépit du déclin des taux de croissance, grâce à une réduction des taux de décroissance, et à un changement de fréquence à la hausse des épisodes d'expansion, à la baisse des situations de contraction.

Ces études font écho à une analyse comparée des profils de croissance entre pays développés et pays en développement. Ainsi, William **Easterly**, Michael **Kremer**, Lant **Pritchett** et Larry **Summers** (« *Good policy or good luck: Country growth performance and temporary shocks* », *Journal of monetary economics*, 1993) avaient montré, à partir de données postérieures à 1950, que les seconds se distinguaient des premiers essentiellement par des périodes d'expansion plus brèves, et des **renversements de la croissance** (*growth reversals*) plus fréquents, non par le fait qu'ils croissaient plus lentement en phase d'expansion.

Les premières théories du développement considèrent le **sous-développement** comme un retard de développement. Dans son discours sur l'état de l'Union, le 20 janvier 1949, Harry Truman fonde la notion de « sous-développement » lorsqu'il déclare : « *Nous devons nous engager dans un nouveau programme audacieux, et utiliser notre avance scientifique et notre savoir-faire industriel pour favoriser l'amélioration des conditions de vie et la croissance économique dans les régions sous-développées.* » Dans le même temps, il légitime implicitement l'idée d'une aide au développement dans un contexte marqué à la fois par l'amorce du processus de décolonisation, déjà réalisée en Inde en 1947, et le début de la guerre froide, laquelle va induire inévitablement une lutte d'influence dans les pays nouvellement indépendants.

Dans les années 1950, Ragnar **Nurkse** (*Problems of capital formation*, 1953) contribue aux fondements d'une théorie du développement. Il met notamment en évidence un **cercle vicieux de la pauvreté** que l'on peut schématiser ainsi.



Ce schéma est compatible avec l'idée d'un « plan Marshall pour le Tiers-Monde », qui sera souvent évoquée par la suite sans être jamais appliquée. Il s'inscrit également dans le cadre d'un modèle de **croissance équilibrée** entre les secteurs, en privilégiant par exemple le financement des infrastructures. En 1961, Walt W. **Rostow** est nommé conseiller spécial du président Kennedy, et apporte une caution « scientifique » à la politique engagée onze ans plus tôt aux États-Unis. En effet, il développe sur le plan théorique une conception particulière du sous-développement comme **retard de développement**. Dès lors, une **aide au développement** va permettre l'effort d'investissement nécessaire au « rattrapage » des pays leaders, et par là même conforter l'idée d'un modèle unique de développement. La même année est créé au sein de l'OCDE le « Comité d'aide au développement » (CAD), chargé de coordonner l'aide des différents pays membres afin de la rendre plus efficace. La **CNUCED** fixe même un seuil minimal souhaitable correspondant à 1 % du PNB des pays donateurs, objectif revu à la baisse en 1969 à 0,7 % du PNB. En réalité, l'aide stagne à environ 40 milliards de dollars constants jusqu'au premier choc pétrolier, et diminue donc mécaniquement en % du PNB, en raison de la forte croissance enregistrée dans les pays donateurs : alors qu'elle avoisinait 0,5 % en 1960, elle n'est plus que de 0,3 % entre le milieu des années 1970 et la fin de la décennie 1980. Pire, dans le contexte de la fin de la guerre froide, l'affaiblissement des enjeux stratégiques de l'aide contribue à la diminuer à un peu plus de 0,2 % du PNB, son minimum historique. En 1992, l'**APD** est même pour la première fois dépassée par la somme des aides privées. En 2000, le lancement des **Objectifs du millénaire pour le développement** par l'ONU révèle un regain d'intérêt pour l'APD : en dollars constants, l'aide des pays de l'OCDE remonte de moins de 80 milliards en 1996 à 135 milliards en 2014. En %